

Rapport de gestion
CORPORATION FIERA CAPITAL
Trimestre clos le 31 mars 2014



FIERACAPITAL



Table des matières

BASE D'ÉTABLISSEMENT	1
DÉCLARATIONS PROSPECTIVES	2
VUE D'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ	3
ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS	4
SOMMAIRE DU RENDEMENT DU PORTEFEUILLE	5
POINTS SAILLANTS DU TRIMESTRE CLOS LE 31 MARS 2014	6
LIQUIDITÉ	24
CONTRÔLES ET PROCÉDURES	28
INSTRUMENTS FINANCIERS	29
JUGEMENTS COMPTABLES SIGNIFICATIFS ET INCERTITUDES RELATIVES AUX ESTIMATIONS	29
NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES	30
MESURES NON CONFORMES AUX IFRS	32
RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS	32

Page laissée en blanc intentionnellement.

Rapport de gestion Trimestre clos le 31 mars 2014

Le présent rapport de gestion, daté du 5 mai 2014, présente une analyse de la situation financière et des résultats opérationnels de Corporation Fiera Capital (« la Société », « Fiera Capital » ou « nous »), pour le trimestre clos le 31 mars 2014. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes complémentaires au 31 mars 2014 et pour le trimestre clos à cette date. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités comprennent les comptes de Fiera Capital et de ses filiales entièrement détenues, Fonds Fiera Sceptre inc. (« FSFI »), qui est inscrite auprès de diverses commissions de valeurs mobilières provinciales à titre de courtier en épargne collective et membre de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels, Fiera US Holdings Inc. (qui détient Bel Air Investment Advisors, LLC., Bel Air Securities, LLC, Bel Air Management LLC et Wilkinson O'Grady & Co. Inc.), Fiera Quantum G.P. Inc. et 9276-5072 Québec Inc. (qui, collectivement, détiennent une participation donnant le contrôle de 55 % dans Fiera Quantum Société en commandite [« Fiera Quantum s.e.c. »] qui détient Fiera Quantum Holdings Limited Partnership, FQ ABCP GP Inc., FQ GenPar LLC et FQ ABCP (USA) GP Inc.) et 8645230 Canada Inc. (qui détient Gestion Fiera Capital S.a.r.l.). Tous les soldes et transactions intragroupe ont été éliminés à la consolidation.

La Société exerce un contrôle conjoint sur Fiera Axium Infrastructure Inc. (« Fiera Axium »), entité spécialisée en investissement dans les infrastructures, et sur Fiera Immobilier Limitée (« Fiera Immobilier »), entité spécialisée en investissement immobilier. Les résultats financiers des participations de la Société dans ses coentreprises sont intégrés aux résultats de la Société selon la méthode de la mise en équivalence.

Les montants sont présentés en dollars canadiens. Certains totaux, sous-totaux et pourcentages peuvent ne pas concorder en raison de l'arrondissement des chiffres.

BASE D'ÉTABLISSEMENT

La Société établit ses états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et, en conséquence, elle ne présente pas toute l'information à fournir pour des états financiers consolidés annuels selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Les méthodes comptables et méthodes de calcul retenues pour ces états financiers consolidés intermédiaires résumés sont les mêmes que celles que la Société a appliquées à ses états financiers au 31 décembre 2013 et pour l'exercice clos à cette date, si ce n'est des normes, interprétations et modifications qui ont été adoptées et qui sont décrites à la note 3. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels de la Société pour l'exercice 2013, qui décrivent les méthodes comptables ayant servi à leur établissement.

La Société a retenu le bénéfice ajusté avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA ajusté ») et le résultat net ajusté comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS sont définies à la page 32.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prévisions et autres déclarations prospectives ne se révèlent pas exactes à terme. Aussi la Société ne garantit-elle pas que ses déclarations prospectives se réaliseront et conseille-t-elle aux lecteurs de ne pas s'y fier indûment, puisque les résultats et faits réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions qui y sont exprimées en raison d'importants facteurs dont bon nombre sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs comprennent, notamment, la capacité de Fiera Capital de maintenir et d'élargir sa clientèle, le rendement de ses placements, sa dépendance vis-à-vis d'un grand client, sa capacité d'attirer du personnel clé à son service et de l'y maintenir, sa capacité de réussir l'intégration des entreprises dont elle fait l'acquisition, la concurrence dans son secteur d'activité, sa capacité de gérer les conflits d'intérêts, les difficultés économiques au Canada et dans le reste du monde (notamment par suite du repli des marchés des capitaux), les fluctuations des taux d'intérêt et cours du change, les sanctions des organes de réglementation ou le tort pouvant être fait à sa réputation par suite d'erreurs ou de l'inconduite de membres de son personnel, les risques liés aux questions réglementaires et aux litiges et la capacité de Fiera Capital de gérer ces risques, le manquement par des tiers à leurs obligations vis-à-vis de Fiera Capital et de ses filiales, les actes de la nature et autres cas de force majeure, l'évolution des lois et de leurs règlements d'application au Canada et ailleurs notamment en matière de fiscalité, l'incidence et les conséquences de la situation d'endettement de Fiera Capital, la dilution éventuelle du pourcentage de participation des actionnaires et les autres facteurs décrits sous la rubrique *Facteurs de risque* du présent rapport de gestion ou d'autres documents déposés régulièrement par la Société auprès des autorités compétentes en matière de valeurs mobilières. Ces déclarations prospectives sont faites en date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage nullement à les actualiser ou à les réviser à la lumière de nouveaux événements ou circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois sur les valeurs mobilières.

VUE D'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ

Fiera Capital est une société de gestion de placements indépendante de plein exercice offrant des produits multiples et des services-conseils et services connexes, avec quelque 80,4 milliards \$ d'actifs sous gestion, ce qui comprend les actifs sous gestion de ses coentreprises. La Société détient des participations dans les coentreprises Fiera Axiom, entité spécialisée en investissement dans les infrastructures, et Fiera Immobilier, entité spécialisée en investissement immobilier, entités sur lesquelles elle exerce un contrôle conjoint. Le modèle d'entreprise de Fiera Capital repose avant tout sur la prestation de services de gestion de placements axés sur l'excellence. Fiera Capital offre aux investisseurs institutionnels, aux clients de gestion privée et à des investisseurs individuels diverses solutions de placement faisant appel à des stratégies de placement diversifiées. En plus de gérer les comptes de ses clients (les « comptes gérés ») sur une base individuelle, Fiera Capital a recours à des fonds en gestion commune pour gérer des placements spécialisés et regrouper les actifs de plus petits clients pour une plus grande productivité des placements (les « Fonds en gestion commune »). Afin de fournir aux investisseurs individuels un accès à ses services de gestion des placements, Fiera Capital agit aussi à titre de gestionnaire de portefeuille de certains fonds communs de placement, d'un fonds de contrats de marchandises et du Fonds d'investissement RÉA II Fiera Capital inc. (les « fonds communs de placement ») et, collectivement avec les fonds en gestion commune, les « Fonds »).

Les parts des fonds communs de placement sont distribuées par l'entremise de FSFI, filiale entièrement détenue par Fiera Capital. FSFI est membre de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels et est inscrite dans la catégorie des courtiers en épargne collective en Colombie-Britannique, en Alberta, au Manitoba, en Saskatchewan, en Ontario, au Québec et au Nouveau-Brunswick.

Fiera Capital est inscrite dans les catégories de courtier sur le marché dispensé et de gestionnaire de portefeuille dans toutes les provinces et dans tous les territoires du Canada. Fiera Capital est aussi inscrite dans la catégorie de gestionnaire de fonds d'investissement au Québec et en Ontario. Par ailleurs, étant donné que Fiera Capital gère des portefeuilles d'instruments dérivés, elle est inscrite comme « conseiller » pour la gestion des contrats sur marchandises en vertu de la *Loi sur les contrats à terme sur marchandises* de l'Ontario, comme « conseiller » en vertu de la *Loi sur les contrats à terme de marchandises* du Manitoba, ainsi que comme « conseiller » pour la gestion de portefeuilles de dérivés en vertu de la *Loi sur les instruments dérivés* du Québec. Outre ce qui précède, Bel Air Investment Advisors LLC, filiale de Fiera Capital, est inscrite à titre de conseiller en placement (« *investment adviser* ») auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis.

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

Alors que 2013 s'est révélé un exercice remarquable au cours duquel nous avons mis en place les éléments devant nous permettre de devenir un chef de file sur la scène nord-américaine, le premier trimestre de 2014 s'est caractérisé par l'intégration des acquisitions dans nos entreprises existantes et la poursuite de notre croissance interne.

Rendement des placements

Le rendement des placements reste la priorité fondamentale de la Société.

Innovation

Fiera Capital cherche continuellement à innover en proposant de nouvelles stratégies sur le marché.

À ce titre, elle a lancé pendant le trimestre deux nouvelles stratégies de placement :

- Fonds Fiera Obligations à haut rendement

Le Fonds Fiera Obligations à haut rendement se veut un complément à la gamme de stratégies de revenu fixe que la Société propose aux investisseurs institutionnels et aux investisseurs en gestion privée.

- Fonds Fiera d'infrastructure privé

Le Fonds Fiera d'infrastructure privé propose aux investisseurs canadiens qualifiés un accès aux investissements dans les actifs d'infrastructure de base qui auparavant n'étaient offerts qu'aux investisseurs institutionnels et aux investisseurs en gestion privée.

Expansion mondiale

Les solutions de placement de Fiera Capital ont pris un véritable essor et gagné beaucoup en notoriété hors du marché canadien, comme en fait foi la réussite de sa stratégie de gestion de portefeuilles d'actions mondiales à l'étranger.

Événements postérieurs à la date de clôture

Le 17 avril 2014, le conseil d'administration de la Société a approuvé le dépôt de statuts de modification visant la création d'une nouvelle catégorie d'actions, désignées comme les actions privilégiées (les « actions privilégiées »). Cette modification nécessite l'approbation des actionnaires de la Société. Les actions privilégiées seraient émises en séries et confèreraient à leurs porteurs priorité de rang, tant sur le plan des dividendes que du rendement du capital investi, sur les porteurs d'actions de catégorie A, les porteurs d'actions de catégorie B ainsi que les porteurs de toute autre action ayant un rang inférieur aux actions privilégiées. D'autres conditions pourraient aussi s'appliquer aux porteurs d'actions privilégiées.

Rapport de gestion

Trimestre clos le 31 mars 2014

SOMMAIRE DU RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

Taux de rendement annualisés

	Actif sous gestion (milliards \$)	Date de création	1 an (%)	3 ans (%)	5 ans (%)	10 ans (%)	Rendement depuis la création – taux annualisé (%)
Revenu fixe	49,7						
Revenu fixe – Gestion active univers		1 ^{er} janv. 1997	0,63	5,56	5,80	5,63	6,51
Revenu fixe – Gestion tactique		1 ^{er} janv. 2000	0,11	5,57	6,87	6,24	7,53
Revenu fixe – Gestion active long terme		1 ^{er} juill. 1998	(0,95)	7,90	7,96	7,32	7,34
Obligations à haut rendement		1 ^{er} sept. 2003	10,46	8,54	12,78	7,68	8,11
Actions privilégiées		1 ^{er} janv. 2004	(1,84)	3,40	10,86	3,36	3,66
Obligations à rendement réel		1 ^{er} janv. 1998	(6,77)	3,49	6,85	5,80	7,66
Fiera Panier obligataire		1 ^{er} févr. 2008	0,85	5,06	5,02	-	5,42
Marché monétaire « Core Composite »		1 ^{er} janv. 2004	1,29	1,28	1,12	2,28	2,30
Fonds Gestion active d'encaisse		1 ^{er} janv. 1990	1,04	1,02	0,88	2,13	4,37
Équilibrés	2,7						
Fonds équilibré « core »		1 ^{er} sept. 1984	14,68	9,27	12,03	7,13	8,76
Fonds équilibré		1 ^{er} mars 1973	14,29	9,45	11,47	7,27	9,06
Fonds équilibré diversifié		1 ^{er} janv. 2004	13,15	7,07	10,06	7,10	7,30
Actions	23,8						
Actions canadiennes dividende		1 ^{er} janv. 2002	16,35	4,98	14,04	9,11	9,52
Actions canadiennes valeur		1 ^{er} janv. 2002	16,35	4,90	13,98	9,08	9,49
Actions canadiennes à haut rendement		1 ^{er} oct. 2009	19,30	10,63	-	-	15,17
Actions canadiennes croissance		1 ^{er} janv. 2007	20,63	1,84	13,22	-	6,42
Fonds Environnement		1 ^{er} janv. 2004	18,62	1,80	12,82	10,14	10,14
Actions canadiennes « core »		1 ^{er} janv. 1992	17,58	4,08	13,42	9,28	10,24
Actions canadiennes – petite capitalisation « core »		1 ^{er} janv. 1989	39,11	10,02	24,65	13,10	12,78
Actions canadiennes – petite capitalisation – fonds communs de placement		1 ^{er} déc. 1986	39,11	10,02	24,94	13,06	14,25
Actions américaines		1 ^{er} avr. 2009	39,59	23,17	21,38	-	21,38
Actions internationales		1 ^{er} janv. 2010	22,89	17,27	-	-	15,11
Actions mondiales		1 ^{er} oct. 2009	30,46	20,96	-	-	18,54
Placements non traditionnels	4,2						
Marché Neutre nord-américain		1 ^{er} oct. 2007	10,59	(1,81)	3,22	-	7,43
Actions « Long / Short »		1 ^{er} août 2010	30,37	6,02	-	-	13,60
Global Macro		1 ^{er} nov. 2006	1,32	(0,58)	(0,97)	-	4,07
Fonds Fiera financement diversifié		1 ^{er} avr. 2008	7,05	8,08	7,23	-	6,45
Fonds de revenu		1 ^{er} janv. 2010	1,76	4,36	-	-	7,14
Fonds Fiera Infrastructure		1 ^{er} nov. 2009	7,85	5,79	-	-	4,57
Rendement absolu obligataire		1 ^{er} déc. 2010	(3,48)	(0,53)	-	-	0,73
Fonds Gestion de devises		1 ^{er} avril 2003	6,26	10,63	11,07	12,11	16,75
Fonds Arbitrage d'obligations et de devises		1 ^{er} févr. 2012	5,68	-	-	-	10,50
Fonds Immobilier Fiera		1 ^{er} juill. 2013	-	-	-	-	2,07
Total des actifs sous gestion	80,4						

Notes :

1. Tous les rendements, dont ceux des obligations à haut rendement, des actions américaines, des actions internationales et des actions mondiales, sont exprimés en dollars canadiens.
2. Tous les rendements ci-dessus sont annualisés.
3. Tous les rendements, sauf ceux liés aux stratégies de placements non traditionnels, sont présentés en valeur brute, soit avant prise en compte des frais de gestion et de garde et des retenues fiscales, mais après comptabilisation des coûts de transactions. Les stratégies de placements non traditionnels sont présentées après prise en compte des frais de gestion et de garde et des retenues fiscales.
4. Les rendements ci-dessus présument le réinvestissement de tous les dividendes.
5. Le rendement de chacune des stratégies ci-dessus représente le rendement d'un ensemble de portefeuilles discrétionnaires.
6. Chaque stratégie (poste) ci-dessus représente un groupe de portefeuilles discrétionnaires collectivement axés sur un même objectif ou sur une même stratégie d'investissement.
7. La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire est entré en activité pour la stratégie donnée.
8. Les composites et fonds en gestion commune ci-dessus proviennent des stratégies d'investissement principales de la Société.
9. Les actifs sous gestion reflètent tout actif sous gestion de la Société, dont celui de Fiera Axiom et de Fiera Immobilier.

POINTS SAILLANTS DU TRIMESTRE CLOS LE 31 MARS 2014

Comparaison des trimestres clos les 31 mars 2014 et 2013

- › Les actifs sous gestion ont augmenté de 14,7 milliards \$, ou 22 %, pour se fixer à 80,4 milliards \$ au 31 mars 2014, comparativement à des actifs sous gestion de 65,7 milliards \$ au 31 mars 2013.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus se sont accrus de 19,3 millions \$, ou 64 %, en s'établissant à 49,5 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 30,1 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les honoraires de performance ont été de 0,5 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 0,1 million \$ pour la période correspondante de 2013.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont augmenté de 17,8 millions \$, ou 92 %, pour se chiffrer à 37,1 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 19,3 millions \$ pour la période correspondante de 2013.
- › Le BAIIA ajusté s'est accru de 3,8 millions \$, ou 33 %, atteignant 15,1 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 11,3 millions \$ pour la période correspondante de 2013. Le BAIIA ajusté par action s'établit à 0,22 \$ (de base et après dilution) pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 0,20 \$ par action (de base et après dilution) pour la période correspondante de 2013.
- › Le trimestre clos le 31 mars 2014 se solde par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 2,7 millions \$, ou 0,04 \$ par action (de base et après dilution), contre 1,6 million \$, ou 0,03 \$ par action (de base et après dilution), pour le trimestre clos le 31 mars 2013.
- › Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société se chiffre à 12,3 millions \$, ou 0,18 \$ par action (de base et après dilution) pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 7,5 millions \$, ou 0,13 \$ par action (de base et après dilution), pour le trimestre clos le 31 mars 2013.

Comparaison des trimestres clos les 31 mars 2014 et 31 décembre 2013

- › Les actifs sous gestion ont augmenté de 2,9 milliards \$, ou 3,8 %, pour se fixer à 80,4 milliards \$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, contre 77,5 milliards \$ au 31 décembre 2013.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus du trimestre clos le 31 mars 2014 ont augmenté de 5,2 millions \$, ou 11 %, pour se fixer à 49,5 millions \$, contre 44,2 millions \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2013.
- › Les honoraires de performance totalisent 0,5 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 11 millions \$ pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2013 – les honoraires de performance étant généralement comptabilisés au quatrième trimestre de l'exercice.

Rapport de gestion Trimestre clos le 31 mars 2014

- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont augmenté de 3,5 millions \$, ou 10 %, pour se fixer à 37,1 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 33,6 millions \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2013.
- › Le BAIIA ajusté se chiffre à 15,1 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, alors qu'il avait été de 22,9 millions \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2013. Le BAIIA ajusté par action s'établit à 0,22 \$ (de base et après dilution) pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 0,36 \$ par action (de base) et 0,35 \$ par action (après dilution) pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2013.
- › Le trimestre clos le 31 mars 2014 se solde par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 2,7 millions \$, ou 0,04 \$ par action (de base et après dilution), en repli de 5,8 millions \$, ou 68 %, par rapport au trimestre clos le 31 décembre 2013, qui s'était soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 8,5 millions \$, ou 0,13 \$ par action (de base et après dilution).
- › Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société se monte à 12,3 millions \$, ou 0,18 \$ par action (de base et après dilution) pour la période, comparativement à 18,3 millions \$, ou 0,29 \$ par action (de base) et 0,28 \$ par action (après dilution) pour le trimestre clos le 31 décembre 2013.

Rapport de gestion

Trimestre clos le 31 mars 2014

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Tableau 1 – États du résultat net et des actifs sous gestion

ACTIFS SOUS GESTION (en millions de dollars)				VARIATION	
	31 MARS 2014	31 DÉCEMBRE 2013	31 MARS 2013	POSITIVE (NÉGATIVE) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	POSITIVE (NÉGATIVE) D'UNE ANNÉE À L'AUTRE
Actifs sous gestion	80 412	77 485	65 702	2 927	14 710
ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	31 MARS 2014	31 DÉCEMBRE 2013	31 MARS 2013	POSITIVE (NÉGATIVE) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	POSITIVE (NÉGATIVE) D'UNE ANNÉE À L'AUTRE
Produits					
Honoraires de gestion	47 717	42 802	29 968	4 915	17 749
Honoraires de performance – Actifs traditionnels	483	6 529	60	(6 046)	423
Honoraires de performance – Actifs non traditionnels	15	4 450	37	(4 435)	(22)
Autres revenus	1 748	1 441	151	307	1 597
Total des produits	49 963	55 222	30 216	(5 259)	19 747
Charges					
Frais de vente et charges générales et administratives	36 030	32 388	18 564	(3 642)	(17 466)
Frais des gestionnaires externes	1 085	1 221	708	136	(377)
Amortissement des immobilisations corporelles	387	367	320	(20)	(67)
Amortissement des immobilisations incorporelles	6 308	6 164	4 084	(144)	(2 224)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	1 408	2 029	1 386	621	(22)
Désactualisation des obligations au titre du prix d'achat et variation de leur juste valeur	697	(1 566)	622	(2 263)	(75)
Provision de restructuration et autres coûts	265	67	419	(198)	154
Frais d'acquisition	147	2 877	935	2 730	788
Variation de la juste valeur des instruments financiers	539	(126)	207	(666)	(332)
Quote-part du résultat des coentreprises	(386)	(535)	331	(149)	717
Total des charges	46 480	42 886	27 576	(3 594)	(18 904)
Résultat avant impôt sur le résultat	3 483	12 336	2 640	(8 853)	843
Impôt sur le résultat	1 206	3 924	1 054	2 718	(152)
Résultat net	2 277	8 412	1 586	(6 135)	691
Attribuable :					
aux actionnaires de la Société	2 678	8 481	1 586	(5 803)	1 092
à la participation ne donnant pas le contrôle	(401)	(69)	-	(332)	(401)
	2 277	8 412	1 586	(6 135)	691
PAR ACTION (DE BASE)					
BAIIA ajusté*	0,22	0,36	0,20	(0,14)	0,02
Résultat net	0,04	0,13	0,03	(0,09)	0,01
Résultat net ajusté*	0,18	0,29	0,13	(0,11)	0,05
PAR ACTION (APRÈS DILUTION)					
BAIIA ajusté*	0,22	0,35	0,20	(0,13)	0,02
Résultat net	0,04	0,13	0,03	(0,09)	0,01
Résultat net ajusté*	0,18	0,28	0,13	(0,10)	0,05

* Le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 32.

Certains totaux, sous-totaux et pourcentages peuvent ne pas concorder en raison de l'arrondissement des chiffres.

Tableau 2 – Données choisies du bilan (en milliers de dollars)

	31 MARS 2014	31 DÉCEMBRE 2013	31 MARS 2013
Trésorerie, trésorerie soumise à des restrictions et placements	21 278	32 174	9 961
Débiteurs	51 708	56 072	34 561
Autres actifs courants	4 836	3 771	1 898
Immobilisations incorporelles	307 022	310 151	228 146
Goodwill	360 178	357 773	278 750
Participation dans des coentreprises	8 667	8 284	6 608
Autres actifs non courants	7 770	8 342	8 694
Total de l'actif	761 459	776 567	568 618
Passifs courants	38 440	56 329	21 704
Emprunt bancaire	-	-	4 000
Impôt sur le résultat différé	23 868	24 636	19 457
Dette à long terme	230 877	228 262	168 087
Obligations au titre du prix d'achat	40 837	40 250	57 125
Instruments financiers dérivés	1 071	644	1 698
Valeur de l'option attribuée à la participation ne donnant pas le contrôle	7 832	7 720	-
Autres passifs non courants	1 638	1 685	1 889
Capitaux propres			
attribuables aux actionnaires de la Société	416 339	416 083	294 658
attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	557	958	-
	416 896	417 041	294 658
Total du passif et des capitaux propres	761 459	776 567	568 618

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS ET RENDEMENT GLOBAL

Actifs sous gestion

La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du niveau des nouveaux mandats (« Nouveau »); ii) du niveau des retraits (« Perdu »); iii) des dépôts et retraits des clients existants (« Contribution nette »); iv) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements (« Marché ») et v) des acquisitions d'entreprises (« Acquisition »). Pour simplifier, la « variation nette » correspond à la somme des nouveaux mandats (Nouveau), des mandats perdus (Perdu), de la contribution nette (Contribution nette) et de la variation des valeurs de marché (Marché).

Les tableaux 3 et 4 ci-après résument les variations des actifs sous gestion de la Société.

Tableau 3 – Actifs sous gestion (en millions de dollars)*

	TRIMESTRES CLOS LES		
	31 MARS 2014	31 DÉCEMBRE 2013	31 MARS 2013
Actifs sous gestion au début de la période	77 485	67 163	58 138
Variation nette	2 927	2 067	1 438
Acquisition	-	8 255	6 126
Actifs sous gestion à la fin de la période	80 412	77 485	65 702

Certains totaux, sous-totaux et pourcentages peuvent ne pas concorder en raison de l'arrondissement des chiffres.

* Les actifs sous gestion ont été retraités pour inclure ceux de Fiera Axiom et de Fiera Immobilier.

Tableau 4 – Actifs sous gestion par catégorie de clientèle – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	31 DÉCEMBRE 2013	NOUVEAU	PERDU	CONTRIBUTION NETTE	MARCHÉ	ACQUISITION	31 MARS 2014
Marchés institutionnels	41 478	276	(94)	(82)	1 533	-	43 112
Gestion privée	10 535	147	(310)	(68)	424	-	10 728
Solutions aux investisseurs	25 472	587	(128)	(253)	894	-	26 572
Actifs sous gestion à la fin de la période	77 485	1 010	(532)	(403)	2 851	-	80 412

Certains totaux, sous-totaux et pourcentages peuvent ne pas concorder en raison de l'arrondissement des chiffres.

Variations trimestrielles

Les actifs sous gestion ont augmenté de 2,9 milliards \$, ou 3,8 %, au cours du trimestre clos le 31 mars 2014 pour s'établir à 80,4 milliards \$, contre 77,5 milliards \$ au 31 décembre 2013. Cette augmentation s'explique principalement par une appréciation de 2,8 milliards \$ des valeurs de marché au cours de la période. Le premier trimestre de 2014 a de plus été caractérisé par une hausse de 1 milliard \$ amenée par les nouveaux mandats, que sont venues atténuer des pertes de mandats de 0,5 milliard \$.

Produits

Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque catégorie de clientèle, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil. La Société calcule ses honoraires de performance sur deux catégories d'actifs, soit les actifs traditionnels et les actifs non traditionnels. L'analyse des produits présentée ci-après porte sur l'actif moyen de chaque catégorie de clientèle.

Tableau 5 – Produits : Variations trimestrielles (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	31 MARS 2014	31 DÉCEMBRE 2013	31 MARS 2013	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UNE ANNÉE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	18 166	18 026	15 719	140	2 447
Gestion privée	15 508	10 918	3 033	4 590	12 475
Solutions aux investisseurs	14 043	13 858	11 216	185	2 827
Total des honoraires de gestion*	47 717	42 802	29 968	4 915	17 749
Honoraires de performance – Actifs traditionnels	483	6 529	60	(6 046)	423
Honoraires de performance – Actifs non traditionnels	15	4 450	37	(4 435)	(22)
Total des honoraires de performance	498	10 979	97	(10 481)	401
Autres revenus*	1 748	1 441	151	307	1 597
Total des produits	49 963	55 222	30 216	(5 259)	19 747

* Les produits ont été reclassés de manière à mieux rendre compte des activités de la Société.
Certains totaux, sous-totaux et pourcentages peuvent ne pas concorder en raison de l'arrondissement des chiffres.

Comparaison du trimestre considéré au trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les produits pour le trimestre clos le 31 mars 2014 sont en hausse de 19,8 millions \$, ou 65 %, à 50,0 millions \$, comparativement à 30,2 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse des produits s'explique surtout par une augmentation des actifs sous gestion et, en conséquence, de la hausse de 19,4 millions \$ des honoraires de gestion et autres revenus, par suite de l'acquisition des actifs d'UBS Global Asset Management (Canada) Inc. (« UBS »), de GMP Investment Management (« GMP »), de Bel Air Investment Advisors LLC. (« Bel Air ») et de Wilkinson

Rapport de gestion Trimestre clos le 31 mars 2014

O'Grady & Co. Inc. (« Wilkinson O'Grady »), facteurs auxquels s'ajoute une augmentation de 0,4 million \$ des honoraires de performance.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion se sont accrus de 17,7 millions \$, ou 59 %, pour se chiffrer à 47,7 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 30,0 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Voici une ventilation de la hausse de 17,7 millions \$ des produits pour l'ensemble de la Société et de l'incidence des différentes catégories de clientèle sur ces produits :

- › Les produits tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 2,4 millions \$, ou 15,6 %, par rapport au trimestre clos le 31 mars 2013 pour se fixer à 18,2 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014. Cette augmentation tient principalement à l'augmentation de l'actif net sous gestion, conjuguée à l'apport de trois mois de produits d'UBS au premier trimestre de 2014, contre deux mois de produits pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les produits tirés de la clientèle de la Gestion privée pour le trimestre clos le 31 mars 2014 ont progressé de 12,5 millions \$, soit de plus de 100 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 15,5 millions \$. Cette progression tient principalement à l'apport des actifs de Bel Air et de Wilkinson O'Grady.
- › Les produits tirés de la clientèle des Solutions aux investisseurs pour le trimestre clos le 31 mars 2014 sont en hausse de 2,8 millions \$, ou 25,2 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent en se fixant à 14 millions \$.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance totalisent 0,5 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 0,1 million \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette fluctuation s'explique par la hausse de 0,4 million \$ des honoraires de performance tirés des actifs traditionnels et par le fait que ces honoraires sont généralement comptabilisés au quatrième trimestre de l'exercice.

Autres revenus

Les autres revenus se sont accrus de 1,6 million \$, soit de plus de 100 %, pour se fixer à 1,7 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 0,1 million \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique surtout par l'augmentation des frais de courtage et honoraires de consultation touchés au premier trimestre de 2014.

Comparaison du trimestre considéré au trimestre précédent

Les produits se chiffrent à 50,0 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 55,2 millions \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2013.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont progressé de 4,9 millions \$, ou 11,5 %, en s'établissant à 47,7 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 42,8 millions \$ pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2013. Cette progression des honoraires de gestion est attribuable à la moyenne trimestrielle plus élevée des actifs sous gestion et se ventile, par catégorie de clientèle, de la façon suivante :

- › Les produits tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 0,1 million \$, ou 1 %, par rapport au trimestre clos le 31 décembre 2013 pour se fixer à 18,2 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014. Même si les actifs sous gestion de ce segment ont légèrement progressé au cours du trimestre clos le 31 mars 2014 par rapport au trimestre clos le 31 décembre 2013, ce n'est qu'au cours des prochains trimestres de 2014 qu'on en ressentira les retombées positives.
- › Les produits tirés de la clientèle de la Gestion privée ont augmenté de 4,6 millions \$, ou 42 %, aux \$15,5 millions par rapport au trimestre précédent clos le 31 décembre 2013. Cette augmentation s'explique surtout par la prise en compte de trois mois de produits de Bel Air et de Wilkinson O'Grady dans le résultat du premier trimestre de 2014, contre deux mois de produits au trimestre précédent.
- › Les produits tirés de la clientèle des Solutions aux investisseurs sont restés stables à 14 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, ayant totalisé 13,9 millions \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2013. Même si les actifs sous gestion de ce segment ont légèrement augmenté au cours du trimestre clos le 31 mars 2014 par rapport au trimestre clos le 31 décembre 2013, ce n'est qu'au cours des prochains trimestres de 2014 qu'on en ressentira les retombées positives.

Autres revenus

Les autres revenus ont progressé de 0,3 million \$, soit de plus de 21 %, en atteignant 1,7 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 1,4 million \$ au trimestre précédent. Cette progression s'explique surtout par les frais de courtage et honoraires de consultation touchés par Bel Air et comptabilisés sur trois mois au cours du premier trimestre de 2014, contre deux mois pour le quatrième trimestre de 2013.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance totalisent 0,5 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, alors qu'ils avaient atteint 11,0 millions \$ pour le trimestre précédent, vu que les honoraires de performance sont généralement comptabilisés au quatrième trimestre de l'exercice.

Frais de vente et charges générales et administratives

Comparaison du trimestre considéré au trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives sont en hausse de 17,5 millions \$, ou 94 %, à 36,0 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 18,6 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique principalement par la prise en compte des charges liées à UBS, GMP, Bel Air et Wilkinson O'Grady, à savoir des augmentations respectives de 14,2 millions \$ de la charge de rémunération, de 1,4 million \$ des charges de commercialisation et de service à la clientèle et charges informatiques, de 0,6 million \$ des frais d'assurance et commissions de référence et de 0,5 million \$ des loyers.

Comparaison du trimestre considéré au trimestre précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives sont en hausse de 3,6 millions \$, ou 11 %, à 36,0 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 32,4 millions \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2013. Cette hausse est surtout attribuable à la prise en compte de trois mois de charges de Bel Air et de Wilkinson O'Grady au premier trimestre de 2014, contre deux mois de charges liées à Bel Air et à Wilkinson O'Grady au trimestre précédent, ce qui a ajouté 3,1 millions \$ aux frais de vente et charges générales et administratives. L'amortissement, pour tout un trimestre, des charges relatives aux unités d'actions liées au rendement (« UALR ») attribuées à des employés clés de Bel Air et de Wilkinson O'Grady, conjugué à l'attribution de nouvelles UALR octroyées durant le trimestre considéré, représente une augmentation de 1,0 million \$ des frais de vente et charges générales et administratives. Une hausse de 1,1 million \$ des primes au titre du bon rendement des placements et des retenues d'impôt connexes a aussi contribué à la hausse globale des frais de vente et charges générales et administratives.

Frais des gestionnaires externes

Comparaison du trimestre considéré au trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais des gestionnaires externes ont augmenté de 0,4 million \$, soit de plus de 53 %, pour se fixer à 1,1 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 0,7 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2013. Cette augmentation par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent tient surtout à l'intégration de Bel Air.

Comparaison du trimestre considéré au trimestre précédent

Les frais des gestionnaires externes sont restés stables à 1,1 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 1,2 million \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2013.

Dotation aux amortissements

Comparaison du trimestre considéré au trimestre correspondant de l'exercice précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles est resté stable à 0,4 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 0,3 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2013.

Rapport de gestion Trimestre clos le 31 mars 2014

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est accru de 2,2 millions \$, ou 55 %, à 6,3 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, par rapport aux 4,1 millions \$ de la période correspondante de l'exercice précédent, par suite de l'acquisition des immobilisations incorporelles d'UBS, de GMP, de Bel Air et de Wilkinson O'Grady.

Comparaison du trimestre considéré au trimestre précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles est resté stable à 0,4 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, comparativement à 0,4 million \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2013.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est resté stable à 6,3 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, comparativement aux 6,2 millions \$ du trimestre précédent.

Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières

Comparaison du trimestre considéré au trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières sont restés stables à 1,4 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 1,4 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2013.

Comparaison du trimestre considéré au trimestre précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont diminué de 0,6 million \$, soit de plus de 30 %, à 1,4 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 2,0 millions \$ au trimestre précédent. Cette diminution est principalement attribuable à un profit de change de 0,6 million \$ comptabilisé au premier trimestre de 2014, contre néant pour le trimestre précédent.

Désactualisation des obligations au titre du prix d'achat et variation de leur juste valeur

Comparaison du trimestre considéré au trimestre correspondant de l'exercice précédent

La désactualisation des obligations au titre du prix d'achat et la variation de leur juste valeur sont restées stables en donnant lieu à une charge de 0,7 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, comparativement à la charge de 0,6 million \$ du trimestre clos le 31 mars 2013.

Comparaison du trimestre considéré au trimestre précédent

La désactualisation des obligations au titre du prix d'achat et la variation de leur juste valeur ont fluctué de 2,2 millions \$, soit de plus de 100 %, en donnant lieu à une charge de 0,7 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre un recouvrement de 1,6 million \$ pour le trimestre précédent. Cette fluctuation s'explique surtout par une reprise, au quatrième trimestre de 2013, de 2,0 millions \$ sur l'obligation au titre du prix d'achat relative à l'acquisition de CWM, vu que les conditions nécessaires au paiement conditionnel de 2 millions \$ n'avaient pas été remplies.

Frais d'acquisition et de restructuration

Comparaison du trimestre considéré au trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais d'acquisition et de restructuration de 0,4 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014 sont en baisse de 0,9 million \$, ou 70 %, par rapport aux 1,4 million \$ de la période correspondante de 2013. Ce repli est essentiellement attribuable aux frais liés à l'acquisition des actifs d'UBS au premier trimestre de 2013.

Comparaison du trimestre considéré au trimestre précédent

Les frais d'acquisition et de restructuration de 0,4 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014 sont en baisse de 2,5 millions \$, ou 80 %, par rapport aux 2,9 millions \$ du trimestre précédent. Cette baisse tient principalement aux frais liés à l'acquisition de Bel Air et de Wilkinson O'Grady au quatrième trimestre de 2013.

Variation de la juste valeur des instruments financiers

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2013, la Société a conclu un instrument financier dérivé qu'elle n'a pas désigné pour la comptabilité de couverture. Ce swap de taux d'intérêt vise à échanger le taux variable de la Société contre un taux fixe de 1,835 % jusqu'en mars 2017. Ce type de dérivé est évalué à la juste valeur à la clôture de chaque période, et le profit latent ou la perte latente résultant de la réévaluation est comptabilisé au poste « Variation de la juste valeur des instruments financiers » à l'état du résultat net.

La variation de la juste valeur des instruments financiers comptabilisée à l'état du résultat net correspond à une perte de 0,5 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre un profit de 0,1 million \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2013 et une perte de 0,2 million \$ pour la période close le 31 mars 2013.

La Société n'utilise pas les instruments financiers dérivés à des fins de spéculation, étant donné que ces instruments sont normalement achetés pour la gestion des risques et détenus jusqu'à leur échéance.

*BAIIA ajusté**

La Société définit le BAIIA ajusté comme étant le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements, frais d'acquisition et de restructuration, ajusté en fonction des éléments de rémunération hors trésorerie. La Société estime que le BAIIA ajusté lui est utile en ce qu'il lui permet d'évaluer sa performance opérationnelle sans tenir compte de l'incidence que peuvent avoir les éléments non opérationnels.

Rapport de gestion

Trimestre clos le 31 mars 2014

Tableau 6 – BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	31 MARS 2014	31 DÉCEMBRE 2013	31 MARS 2013	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UNE ANNÉE À L'AUTRE
Produits					
Honoraires de gestion et autres revenus	49 465	44 243	30 119	5 222	19 346
Honoraires de performance	498	10 979	97	(10 481)	401
Total des produits	49 963	55 222	30 216	(5 259)	19 747
Charges					
Frais de vente et charges générales et administratives	36 030	32 388	18 564	(3 642)	(17 466)
Frais des gestionnaires externes	1 085	1 221	708	136	(377)
Total des charges	37 115	33 609	19 272	(3 506)	(17 843)
	12 848	21 613	10 944	(8 765)	1 904
Rajouter la charge de rémunération hors trésorerie	2 279	1 328	400	951	1 879
BAIIA ajusté	15 127	22 941	11 344	(7 814)	3 783
Par action (de base)	0,22	0,36	0,20	(0,14)	0,02
Par action (après dilution)	0,22	0,35	0,20	(0,13)	0,02

* Le BAIIA ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Voir *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 32. Certains totaux, sous-totaux et pourcentages peuvent ne pas concorder en raison de l'arrondissement des chiffres.

Comparaison du trimestre considéré au trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, le BAIIA ajusté s'est accru d'une année à l'autre de 3,8 millions \$, ou 33 %, à 15,1 millions \$, ou 0,22 \$ par action (de base et après dilution), contre 11,3 millions \$, ou 0,20 \$ par action (de base et après dilution), pour la période correspondante de 2013.

Le BAIIA ajusté pour le trimestre considéré clos le 31 mars 2014 a été poussé à la hausse par une augmentation des honoraires de gestion par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, par suite surtout de l'acquisition des actifs d'UBS, de GMP, de Bel Air et de Wilkinson O'Grady. Cette augmentation a été atténuée par une hausse globale des charges opérationnelles, en l'occurrence les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes, en raison de l'intégration des activités d'UBS, de GMP, de Bel Air et de Wilkinson O'Grady.

Comparaison du trimestre considéré au trimestre précédent

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, le BAIIA ajusté s'est replié de 7,8 millions \$, ou 34 %, à 15,1 millions \$, ou 0,22 \$ par action (de base et après dilution), contre 22,9 millions \$, ou 0,36 \$ par action (de base) et 0,35 \$ par action (après dilution), pour le trimestre précédent clos le 31 décembre 2013. Le repli du BAIIA ajusté s'explique essentiellement par les honoraires de performance moins élevés comptabilisés au premier trimestre de l'exercice par rapport au quatrième trimestre de 2013, car ces honoraires sont généralement acquis dans le quatrième trimestre d'un exercice, et par la hausse des frais de vente et charges générales et administratives essentiellement attribuable à la prise en compte sur tout un trimestre des activités de Bel Air et de Wilkinson O'Grady.

Rapport de gestion Trimestre clos le 31 mars 2014

acquises au premier trimestre de 2014, comme cela est expliqué sous la rubrique *Frais de vente et charges générales et administratives*.

Résultat net et résultat net ajusté*

Tableau 7 – Résultat net et résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS LES			VARIATION	
	31 MARS 2014	31 DÉCEMBRE 2013	31 MARS 2013	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UNE ANNÉE À L'AUTRE
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	2 678	8 481	1 586	(5 803)	1 092
Amortissement des immobilisations corporelles	387	367	320	20	67
Amortissement des immobilisations incorporelles	6 308	6 164	4 084	144	2 224
Éléments de rémunération hors trésorerie	2 279	1 328	400	951	1 879
Variation de la juste valeur des instruments financiers ¹⁾	539	(126)	207	665	332
Éléments hors trésorerie	9 513	7 733	5 011	1 780	4 502
Frais de restructuration ¹⁾	265	67	419	198	(154)
Frais d'acquisition ¹⁾	147	2 877	935	(2 730)	(788)
Frais d'acquisition et de restructuration	412	2 944	1 354	(2 532)	(942)
	12 603	19 158	7 951	(6 555)	4 652
Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus ¹⁾	285	845	468	(560)	(183)
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	12 318	18 313	7 483	(5 995)	4 835
Par action (de base)					
Résultat net	0,04	0,13	0,03	(0,09)	0,01
Résultat net ajusté	0,18	0,29	0,13	(0,11)	0,05
Par action (après dilution)					
Résultat net	0,04	0,13	0,03	(0,09)	0,01
Résultat net ajusté	0,18	0,28	0,13	(0,10)	0,05

* Le résultat net ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Voir *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 32. Certains totaux, sous-totaux et pourcentages peuvent ne pas concorder en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapport de gestion Trimestre clos le 31 mars 2014

Comparaison du trimestre considéré au trimestre correspondant de l'exercice précédent

Le trimestre clos le 31 mars 2014 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 2,7 millions \$, ou 0,04 \$ par action (de base et après dilution), comparativement à un résultat net de 1,6 million \$, ou 0,03 \$ par action (de base et après dilution), pour le trimestre clos le 31 mars 2013. Cette hausse du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'explique par des augmentations respectives de 19,3 millions \$ des honoraires de gestion et de 0,4 million \$ des honoraires de performance, contrebalancées par une hausse de 17,8 millions \$ des frais de vente et charges générales et administratives et des frais des gestionnaires externes. La hausse du résultat net du trimestre clos le 31 mars 2014 a aussi découlé d'une baisse de 0,9 million \$ des frais d'acquisition et de restructuration, contrebalancée par des hausses respectives de 2,3 millions \$ de la dotation aux amortissements et de 0,2 million \$ de l'impôt sur le résultat.

Comparaison du trimestre considéré au trimestre précédent

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société pour le trimestre a diminué de 5,8 millions \$, en s'établissant à 2,7 millions \$, ou 0,04 \$ par action (de base et après dilution), par rapport au résultat net de 8,5 millions \$, ou 0,13 \$ par action (de base et après dilution), du trimestre clos le 31 décembre 2013. La baisse du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'explique principalement par un recul de 10,5 millions \$ des honoraires de performance par rapport au quatrième trimestre de 2013, trimestre au cours duquel les honoraires de performance sont généralement acquis, recul atténué par une hausse de 5,2 millions \$ des honoraires de gestion du premier trimestre de 2014. La baisse du résultat net tient également à une augmentation de 3,5 millions \$ des frais de vente et charges générales et administratives et des frais des gestionnaires externes, en partie neutralisée par une diminution de 2,5 millions \$ des frais d'acquisition et de restructuration.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société pour le trimestre considéré a été réduit de 9,4 millions \$ en raison d'éléments hors trésorerie (variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés, après impôt sur le résultat), ou 0,14 \$ par action (de base et après dilution), et de 0,3 million \$ en raison des frais d'acquisition et de restructuration (après impôt sur le résultat). Une fois ces éléments et charges rajoutés au résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 2,7 millions \$, ou 0,04 \$ par action (de base et après dilution), le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société pour le trimestre clos le 31 mars 2014 s'établit à 12,3 millions \$, ou 0,18 \$ par action (de base et après dilution).

Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société pour les trimestres clos les 31 mars et 31 décembre 2013 s'établit respectivement à 7,5 millions \$, ou 0,13 \$ par action (de base et après dilution), et à 18,3 millions \$, ou 0,29 \$ par action (de base) et 0,28 \$ par action (après dilution).

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Sont ici présentés sur une base consolidée les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté et le résultat net de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit trimestres révolus les plus récents, ainsi que les informations correspondantes pour les 12 derniers mois, à des fins de comparaison.

Tableau 8 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion en millions de dollars et les données par action)

	12 derniers mois****	T1 31 mars 2014	T4 31 déc. 2013	T3 30 sept. 2013	T2 30 juin 2013	T1 31 mars 2013	T5 31 déc. 2012	T4 30 sept. 2012	T3 30 juin 2012
Actifs sous gestion*	72 538	80 412	77 485	67 163	65 092	65 702	58 138	55 681	54 375
Total des produits	173 474	49 963	55 222	35 111	33 178	30 216	31 009	26 399	26 257
BAIIA ajusté**	63 011	15 127	22 941	12 085	12 858	11 344	12 746	9 717	10 732
Marge du BAIIA ajusté	36,3 %	30,3 %	41,5 %	34,4 %	38,8 %	37,5 %	41,1 %	36,8 %	40,9 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	16 032	2 678	8 481	1 508	3 365	1 586	3 086	3 008	(3 463)
PAR ACTION (DE BASE)									
BAIIA ajusté**	1,03	0,22	0,36	0,22	0,23	0,20	0,23	0,18	0,19
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,26	0,04	0,13	0,03	0,06	0,03	0,05	0,05	(0,06)
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société**	0,78	0,18	0,29	0,15	0,16	0,13	0,16	0,12	0,13
PAR ACTION (APRÈS DILUTION)									
BAIIA ajusté**	1,01	0,22	0,35	0,22	0,23	0,20	0,23	0,18	0,19
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,25	0,04	0,13	0,03	0,06	0,03	0,05	0,05	(0,06)
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société**	0,77	0,18	0,28	0,15	0,16	0,13	0,16	0,12	0,13
PAR ACTION (APRÈS DILUTION) (y compris les éléments de rémunération hors trésorerie et les options attribuées)***									
BAIIA ajusté**	0,98	0,20	0,33	0,22	0,23	0,20	0,23	0,18	0,19
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,24	0,04	0,12	0,03	0,06	0,03	0,05	0,05	(0,06)
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société**	0,74	0,17	0,26	0,15	0,16	0,13	0,16	0,12	0,13

* Les actifs sous gestion ont été retraités pour inclure ceux de Fiera Axiom et de Fiera Immobilier.

** Le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 32.

*** Cette analyse présume que les droits au titre des éléments de rémunération fondée sur des actions qui sont en cours seront acquis et payés en actions de la Société.

**** Les 12 derniers mois représentent la somme des résultats des quatre derniers trimestres, à l'exclusion des actifs sous gestion, lesquels représentent la moyenne des actifs sous gestion des quatre derniers trimestres.

Analyse des résultats et des tendances

Actifs sous gestion

Le trimestre considéré a vu une augmentation des actifs sous gestion par rapport au trimestre précédent par suite des nouveaux mandats obtenus et de l'appréciation des valeurs de marché. La hausse des actifs sous gestion du quatrième trimestre de 2013 par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2013 était surtout attribuable à l'acquisition de Bel Air et de Wilkinson O'Grady, conjuguée à l'apport des actifs sous gestion issus de nouveaux mandats. Les actifs sous gestion s'étaient accrus au troisième trimestre de 2013 par rapport au trimestre clos le 30 juin 2013 du fait surtout des actifs sous gestion supplémentaires amenés par les nouveaux mandats des Marchés institutionnels, à quoi s'était ajoutée l'appréciation des valeurs de marché pendant la période. Les actifs sous gestion avaient augmenté durant le trimestre clos le 30 juin 2013 par rapport aux trimestres précédents non seulement en raison de l'acquisition des actifs de GMP, mais aussi grâce à l'appréciation des valeurs de marché et au montant net des nouveaux actifs sous gestion. L'acquisition des actifs sous gestion de Natcan en avril 2012 avait contribué à l'augmentation des actifs sous gestion au cours du trimestre clos le 30 juin 2012.

Produits

Le trimestre écoulé a été caractérisé par une augmentation des honoraires de gestion et autres revenus par suite de la prise en compte d'un trimestre complet d'activités liées à Bel Air et à Wilkinson O'Grady, du montant net additionnel d'actifs sous gestion et de l'appréciation des valeurs de marché. Les honoraires de performance ont régressé par rapport au trimestre précédent, du fait surtout que ces honoraires sont généralement comptabilisés au quatrième trimestre de l'exercice. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, les produits avaient progressé par suite de la prise en compte des activités de Bel Air et de Wilkinson O'Grady, ainsi que de la hausse des honoraires de performance tirés des actifs traditionnels et non traditionnels. Les produits du trimestre précédent clos le 30 septembre 2013 avaient augmenté sous l'effet des entrées de trésorerie nettes et des nouveaux mandats. Les produits du trimestre clos le 30 juin 2013 étaient aussi en augmentation par rapport au trimestre précédent du fait de l'acquisition des actifs d'UBS et de GMP. Les produits du trimestre clos le 31 mars 2013 avaient légèrement diminué par rapport à ceux du trimestre clos le 31 décembre 2012 dû aux honoraires de performance, qui sont généralement gagnés dans le trimestre clos le 31 décembre de chaque exercice.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté a fluctué dans une fourchette allant de 3,5 millions \$ à 22,9 millions \$. Le trimestre considéré a vu une baisse du BAIIA ajusté par rapport au trimestre précédent, du fait surtout du recul des honoraires de performance et de la progression des frais de vente et charges générales et administratives comptabilisés pour le trimestre. Cette progression a surtout découlé de la prise en compte d'un trimestre complet d'activités de Bel Air et de Wilkinson, conjuguée à la hausse de la charge de rémunération liée aux bons rendements obtenus par les gestionnaires de placements. Le trimestre précédent clos le 31 décembre 2013 avait profité de l'augmentation des produits tirés des actifs sous gestion qui avait découlé de l'acquisition de Bel Air et de Wilkinson O'Grady et de la hausse des honoraires de performance, qui sont généralement comptabilisés au quatrième trimestre de l'exercice. Le trimestre précédent clos le 30 septembre 2013 avait bénéficié d'entrées de trésorerie nettes, de l'appréciation des valeurs de marché et de nouveaux mandats. Le trimestre clos le 30 juin 2013 avait aussi enregistré une hausse par rapport au trimestre précédent dans la foulée de l'acquisition des actifs d'UBS et de GMP. Le trimestre clos le 31 mars 2013 avait marqué un léger déclin par rapport au

trimestre clos le 31 décembre 2012, en raison surtout du montant moins élevé des honoraires de performance comptabilisés pendant cette période. Enfin, l'acquisition de Natcan avait contribué à l'augmentation du BAIIA ajusté du trimestre clos le 30 juin 2012.

Marge du BAIIA ajusté

La marge du BAIIA ajusté met en rapport le BAIIA ajusté et les produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance opérationnelle globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société d'un point de vue purement opérationnel.

La marge du BAIIA ajusté a fluctué dans une fourchette allant de 30,3 % à 41,5 %. Les trimestres qui ont suivi l'acquisition de Natcan en 2012 ont vu leurs marges du BAIIA ajusté varier de 36,8 % à 41,1 % par suite de la hausse des produits ainsi que des économies issues des synergies amenées par l'acquisition. Les trimestres clos les 31 décembre 2012 et 2013 ont eu, en général, une marge du BAIIA ajusté élevée, de l'ordre de 41 %, en raison des honoraires de performance élevés qui sont habituellement gagnés au quatrième trimestre de l'exercice. Le trimestre précédent, clos le 30 septembre 2013, avait pour sa part dégagé une marge du BAIIA ajusté de 34,4 % attribuable à l'augmentation globale des frais de vente et charges générales et administratives découlant surtout du supplément de rémunération versée en raison des excellents rendements réalisés par les équipes de placement. Le trimestre considéré, clos le 31 mars 2014, a dégagé une marge du BAIIA ajusté de 30,3 % par suite surtout de la baisse des honoraires de performance qui sont généralement comptabilisés au quatrième trimestre, conjuguée à une augmentation des frais de vente et charges générales et administratives ayant résulté des diverses acquisitions de l'exercice précédent.

Pour les 12 derniers mois, la marge du BAIIA ajusté s'établit à 36,3 %. Cette marge établie sur les 12 derniers mois neutralise l'incidence des honoraires de performance, qui sont généralement comptabilisés au quatrième trimestre, ainsi que la hausse des frais de vente et charges générales et administratives des derniers trimestres résultant des diverses acquisitions, et elle donne une meilleure mesure de la performance globale de la Société.

Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a fluctué, passant d'une perte de 3,5 millions \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2012 à un bénéfice de 8,5 millions \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2013. Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a subi les effets d'initiatives multiples qui ont entraîné à la hausse les frais de vente et charges générales et administratives ainsi que les frais d'acquisition et de restructuration qui ont découlé des diverses acquisitions. Les honoraires de performance, habituellement comptabilisés dans le quatrième trimestre, a aussi joué dans la fluctuation du résultat net.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société du trimestre considéré est inférieur à celui du trimestre précédent clos le 31 décembre 2013 en raison du montant moins élevé des honoraires de performance qui sont généralement comptabilisés au quatrième trimestre, et de la hausse des frais de vente et charges générales et administratives qui résulte des diverses acquisitions réalisées durant l'exercice précédent et de l'augmentation de la charge de rémunération qui a découlé des solides rendements dégagés par les gestionnaires de placements.

Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société

Le résultat net ajusté par action attribuable aux actionnaires de la Société est un bon indicateur de la capacité de l'entreprise à générer des flux de trésorerie. Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société a fluctué dans une fourchette allant de 0,12 \$ par action (de base et après dilution) à 0,29 \$ par action (de base) et 0,28 \$ par action (après dilution).

Le premier trimestre après l'acquisition de Natcan s'était soldé par un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,13 \$ par action (de base et après dilution), en hausse de 0,06 \$ par action (de base et après dilution) par rapport à 0,07 \$ par action (de base et après dilution) pour le trimestre clos le 31 mars 2012. Le trimestre suivant, clos le 30 septembre 2012, s'était soldé par un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,12 \$ par action (de base et après dilution), tandis que le trimestre suivant, clos le 31 décembre 2012, avait clôturé par un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,16 \$ par action (de base et après dilution) surtout attribuable au supplément d'honoraires de performance gagné au cours de cette période. Le trimestre clos le 31 mars 2013 avait pour sa part affiché un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,13 \$ par action (de base et après dilution), en raison notamment de la baisse saisonnière des honoraires de performance comptabilisés pour cette période. Les trimestres clos le 30 juin et le 30 septembre 2013 s'étaient soldés par un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de respectivement 0,16 \$ et 0,15 \$ par action (de base et après dilution). Le trimestre clos le 31 décembre 2013 s'était soldé par un solide résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,29 \$ par action (de base) et 0,28 \$ par action (après dilution), du fait surtout de la hausse des honoraires de gestion, combinée aux honoraires de performance plus élevés tirés des actifs traditionnels et non traditionnels qui ont été inscrits au quatrième trimestre de l'exercice.

Le trimestre considéré, clos le 31 mars 2014, s'est soldé par un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,18 \$ par action (de base et après dilution), en baisse par rapport au trimestre précédent du fait du montant moins élevé des honoraires de performance gagnés pendant le trimestre.

LIQUIDITÉ

Flux de trésorerie

Suit un complément d'information sur les flux de trésorerie de Fiera Capital.

Tableau 9 – Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

	TRIMESTRE CLOS LE 31 MARS 2014	TRIMESTRE CLOS LE 31 MARS 2013
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	174	(1 886)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(4 463)	(54 296)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 937)	53 352
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(6 226)	(2 830)
Incidence des variations de taux de change sur les éléments de trésorerie libellés en monnaies étrangères	233	-
Trésorerie au début de la période	21 774	6 016
Trésorerie à la fin de la période	15 781	3 186

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités opérationnelles ont été de 0,2 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre des sorties nettes de 1,8 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2013. Cette variation de 2 millions \$ s'explique principalement par la hausse du résultat net, ajusté en fonction de l'augmentation de certains éléments hors trésorerie (principalement la dotation aux amortissements) et éléments de rémunération hors trésorerie.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement sont de 4,5 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre des sorties nettes de 54,3 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2013. Cette variation est principalement attribuable à l'acquisition des actifs d'UBS au cours du trimestre clos le 31 mars 2013.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement sont de 1,9 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre des entrées nettes de 53,4 millions \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2013. Cette variation s'explique essentiellement par les emprunts supplémentaires contractés pour financer l'acquisition des actifs d'UBS au cours du trimestre clos le 31 mars 2013.

Le tableau ci-après fournit plus de détails sur le résultat en trésorerie et le résultat en trésorerie par action de la Société pour les trimestres clos les 31 mars 2014 et 2013.

Tableau 10 – Résultat en trésorerie et résultat en trésorerie par action (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRE CLOS LE 31 MARS 2014	TRIMESTRE CLOS LE 31 MARS 2013
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	2 678	1 586
Ajusté en fonction des éléments suivants :		
Amortissement des immobilisations corporelles	387	320
Amortissement des immobilisations incorporelles	6 308	4 084
Charge de rémunération hors trésorerie	2 279	400
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	539	207
Résultat en trésorerie	12 191	6 597
Résultat en trésorerie par action (de base)	0,18	0,12
Résultat en trésorerie par action (après dilution)	0,18	0,12

Dettes à long terme

Après l'acquisition des actifs de Natcan, de CWM, d'UBS, de GMP, de Bel Air et de Wilkinson O'Grady, la Société a constitué une facilité de crédit non garantie d'un capital de 250 millions \$ (la « facilité de crédit »), formée d'une facilité renouvelable de 75 millions \$ et d'une facilité à terme de 175 millions \$ échéant toutes les deux en avril 2017.

Le 31 octobre 2013, la Société a converti sa facilité de crédit de 118 millions \$ formée d'une facilité renouvelable de 10 millions \$ et d'une facilité à terme de 108 millions \$ en une facilité de crédit de 250 millions \$. La facilité de crédit modifiée, qui porte intérêt au taux préférentiel, majoré d'une prime de 0 % à 2,25 %, ou au taux des acceptations bancaires, majoré d'une prime de 1,00 % à 2,25 % (2,25 % au 31 mars 2014), vient à échéance le 3 avril 2017 et elle est remboursable par versements trimestriels de 3,375 millions \$ de juin 2015 à avril 2017, avec un paiement final de 208,5 millions \$ à l'échéance.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, la Société a converti une tranche de 30,5 millions \$ CA de sa facilité à terme en 27,9 millions \$ US.

Aux termes de la convention d'emprunt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives portant sur des ratios financiers minimaux. Ces clauses comprennent un ratio de la dette à long terme au BAIIA et un ratio de couverture des intérêts. Toujours selon la convention d'emprunt, le BAIIA, qui n'est pas une mesure conforme aux IFRS, est présenté sur une base consolidée et correspond au résultat net avant intérêts, impôts, amortissements, charges non récurrentes et charges ponctuelles liées aux acquisitions et autres éléments hors trésorerie, outre divers autres éléments. Au 31 mars 2014, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives et dispenses liées à sa dette.

Obligations contractuelles

Au 31 mars 2014, la Société n'avait aucune obligation contractuelle d'importance autre que celles décrites dans le rapport de gestion de la Société pour l'exercice 2013, sous la rubrique *Obligations contractuelles*.

Arrangements hors bilan

Au 31 mars 2014, Fiera Capital n'avait conclu aucun arrangement hors bilan, que ce soit en lien avec une garantie, un dérivé (hormis le swap de taux d'intérêt variable-fixe mentionné à la rubrique *Dette à long terme* ci-dessus) ou une entité à détenteurs de droits variables. La Société ne s'attend pas pour l'heure à conclure de telles ententes.

Litiges

Fiera Capital peut se trouver engagée dans divers litiges et réclamations dans le cadre de ses activités normales. Bien que la Société ne puisse prédire l'issue des litiges et des réclamations en cours au 31 mars 2014, la direction, en se fondant sur l'information disponible et sur son évaluation de leur bien-fondé, estime que leur règlement ne portera pas un grand préjudice à la situation financière ou aux résultats opérationnels consolidés de la Société.

Capital social

Au 31 mars 2014, la Société détenait 46 803 522 actions à droit de vote subordonné de catégorie A et 20 653 913 actions de catégorie B à droit de vote spécial, pour un total de 67 439 435 actions en circulation, contre 35 368 114 actions à droit de vote subordonné de catégorie A et 21 207 964 actions de catégorie B à droit de vote spécial, pour un total de 56 576 078 actions en circulation au 31 mars 2013.

Rémunération à base d'actions

Régime d'options sur actions

Le tableau ci-après présente des transactions ayant eu lieu au cours du trimestre clos le 31 mars 2014 dans le cadre des régimes d'options sur actions de la Société.

Tableau 11 – Options

	31 MARS 2014	
	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
Options en circulation au 31 décembre 2013	2 942 522	8,12
Options exercées	(2 370)	8,44
Options ayant fait l'objet d'une renonciation	(9 484)	8,44
Options en circulation au 31 mars 2014	2 930 668	8,12
Options exerçables au 31 mars 2014	1 152 533	6,71

Régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR »)

Au premier trimestre de 2014, la Société a émis 307 692 UALR. L'acquisition annuelle des droits rattachés aux UALR est assujettie à plusieurs conditions, dont l'atteinte d'un objectif convenu de croissance annualisée des produits et le maintien de la situation d'emploi du participant au sein de la Société. La valeur de chaque UALR attribuée est établie en fonction des produits tirés des solutions de placement d'actifs non traditionnels. Une charge de 0,2 million \$ a été comptabilisée à cet égard pour le trimestre clos le 31 mars 2014.

Une charge de 1,3 million \$ a aussi été inscrite pour le trimestre clos le 31 mars 2014 à l'égard des UALR émises en 2013, ce qui porte la charge globale liée aux UALR à 1,5 million \$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014 (néant pour le trimestre clos le 31 mars 2013).

Transactions entre parties liées

Suivent les principales transactions de la Société avec ses actionnaires et leurs sociétés liées.

Tableau 12 – Transactions entre parties liées (en milliers de dollars)

	TRIMESTRE CLOS LE 31 MARS 2014	TRIMESTRE CLOS LE 31 MARS 2013
Honoraires de gestion	10 511	9 275
Intérêts sur la dette à long terme	1 952	1 343

Ces transactions ont été réalisées dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange, correspondant à la contrepartie convenue entre les parties liées. Les honoraires sont calculés aux prix en vigueur sur le marché et sont réglés selon des modalités commerciales normales. Les montants dus au titre de la facilité de crédit de la Société, présentés dans la dette à long terme et dans les instruments financiers dérivés, correspondent aux montants dus aux actionnaires et à leurs sociétés liées aux 31 mars 2014 et 2013.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président et chef de la direction et le vice président exécutif et chef des finances, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et de contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») adéquats, selon la définition que donne à ces termes le *Règlement 52-109*. Le cadre de contrôle interne de Corporation Fiera Capital repose sur les critères publiés dans le rapport *Control-Integrated Framework* (cadre COSO de 1992) publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO ») et est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef des finances, appuyés en cela par la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF au 31 mars 2014 et ils ont conclu à son efficacité. De plus, aucun changement important n'a été apporté au CIIF au cours du trimestre clos le 31 mars 2014.

Le 31 octobre 2013, la Société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Bel Air Investment Advisors LLC et de Wilkinson O'Grady. En raison du court délai à courir entre ces acquisitions et la date des attestations, le 5 mai 2014, la direction s'est révélée dans l'incapacité d'examiner la conception du CIIF de ces entreprises acquises. Au 31 mars 2014, les risques en cause avaient cependant été atténués, étant donné que la direction avait alors parfaitement conscience des événements importants qui risquaient d'influer sur ces entreprises acquises. De plus, tous les actifs acquis et passifs repris ont été évalués et comptabilisés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au titre du processus de répartition du prix d'achat, et les résultats opérationnels de Bel Air Investment Advisors LLC et de Wilkinson O'Grady ont été intégrés aux résultats consolidés de la Société. Bel Air Investment Advisors LLC compte pour 19 % des produits, 6 % du résultat du trimestre, 19 % du total de l'actif, 16 % de l'actif courant, 19 % de l'actif non courant, 8 % du passif courant et 0,1 % du passif non courant dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le trimestre clos le 31 mars 2014. Quant à Wilkinson O'Grady, elle représente 7 % des produits, 14 % du résultat du trimestre, 5 % du total de l'actif, 9 % de l'actif courant, 5 % de l'actif non courant, néant du passif courant et 2 % du passif non courant dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le trimestre clos le 31 mars 2014. Dans les mois qui viennent, la direction complètera son examen de la conception des CIIF de Bel Air Investment Advisors LLC et de Wilkinson, ainsi que son évaluation de l'efficacité de ces CIIF.

À la suite des acquisitions susmentionnées, la direction a dû ajuster son processus de consolidation afin d'intégrer la nouvelle filiale américaine. De nouveaux contrôles ont été mis en place pour pouvoir donner une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2014, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour le trimestre clos à cette date.

INSTRUMENTS FINANCIERS

En raison de ses actifs et passifs financiers, la Société est exposée, à l'égard des instruments financiers qu'elle utilise, aux risques suivants : risque de marché, risque lié aux fluctuations des cours boursiers, risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de liquidité. Ces risques et la gestion qui en est faite sont décrits dans le rapport de gestion pour l'exercice 2013 de la Société, sous la rubrique *Instruments financiers*. La Société n'a pas depuis observé de changements importants dans ces facteurs de risque qui pourraient se répercuter sur ses activités ou sur la gestion de ces risques.

Gestion du capital

Le capital de la Société se compose du capital social, (du déficit) des résultats non distribués et de la dette à long terme, dont la partie courante, déduction faite de la trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par le prêteur.

Afin de maintenir la structure de son capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou procéder à l'émission ou au remboursement de titres de créance, et acquérir ou céder des actifs pour accroître ses résultats financiers et sa marge de manœuvre financière.

Pour se conformer aux règlements des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société doit conserver au moins 100 000 \$ en capital, tel que défini dans le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*. Au 31 mars 2014, la Société se conformait à l'ensemble des exigences et dispenses réglementaires.

JUGEMENTS COMPTABLES SIGNIFICATIFS ET INCERTITUDES RELATIVES AUX ESTIMATIONS

Le présent rapport de gestion intermédiaire renvoie aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 31 mars 2014. Un sommaire des principaux jugements et estimations comptables et incertitudes relatives aux estimations figure à la note 3 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2013. Certaines des méthodes comptables que la Société doit appliquer conformément aux IFRS obligent la direction à poser des jugements et estimations complexes et subjectifs relativement à des questions incertaines en soi. Les méthodes comptables pour lesquelles la direction doit poser de pareils jugements et estimations sont décrites sous la rubrique *Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations* du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES

Les normes révisées ci-après s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014, et leur adoption n'a eu aucune incidence sur les montants présentés ni sur les informations fournies dans les états financiers, mais elles pourraient avoir une incidence sur la comptabilisation des transactions, arrangements ou informations qui seront présentés dans les états financiers de l'exercice 2014 de la Société.

Adoption de nouvelles IFRS

Entités d'investissement (modifications d'IFRS 10, d'IFRS 12 et d'IAS 27)

Les modifications apportées à IFRS 10 définissent le terme « entité d'investissement » et requièrent d'une entité présentant de l'information financière et répondant à cette définition qu'elle ne consolide pas ses filiales, mais qu'elle les évalue plutôt à la juste valeur par le biais du résultat net dans ses états financiers consolidés et individuels.

Pour se qualifier comme entité d'investissement, l'entité présentant l'information financière doit :

- obtenir des fonds de un ou plusieurs investisseurs dans la perspective de leur fournir des services professionnels de gestion de placements;
- s'engager auprès de son ou ses investisseurs que sa vocation commerciale est d'investir des fonds dans le seul but d'en tirer des plus-values sur capital, des revenus de placement ou les deux;
- mesurer et évaluer le rendement de la quasi-totalité de ses placements sur la base de la juste valeur.

Des modifications corrélatives ont été apportées à IFRS 12 et à IAS 27 en vue d'imposer de nouvelles informations à fournir de la part des entités d'investissement.

Modifications d'IAS 32 – Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers

Les modifications d'IAS 32 précisent les exigences liées à la compensation d'actifs et de passifs financiers. Plus spécifiquement, elles précisent le sens de « qui a actuellement un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants » et de « réalisation et règlement simultanés ».

IFRS publiées mais non encore entrées en vigueur

IFRS 9 – Instruments financiers

IFRS 9, publiée en novembre 2009, prescrivait de nouvelles exigences concernant le classement et l'évaluation des actifs financiers. Révisée en octobre 2010, IFRS 9 prévoit désormais des exigences concernant le classement et l'évaluation des passifs financiers et la décomptabilisation. En novembre 2013, l'IASB a encore révisé IFRS 9, dont l'application est provisoirement obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, son application anticipée étant autorisée. La modification prévoit en outre le retrait de l'obligation de retraiter les informations comparatives et de fournir les informations requises selon IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*.

IFRS 9 exige notamment ce qui suit :

- Tous les actifs financiers comptabilisés relevant de la portée d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, doivent être ultérieurement réévalués au coût amorti ou à la juste valeur. Plus précisément, tous les placements en titres de créance détenus dans le cadre d'un modèle d'entreprise dont l'objectif est de percevoir des flux de trésorerie contractuels et qui ont des flux de trésorerie contractuels constitués exclusivement de paiements de capital et d'intérêts sur l'encours de capital sont généralement évalués au coût amorti à la clôture des périodes comptables ultérieures. Tous les autres placements en titres de créance ou en titres de capitaux propres sont évalués à leur juste valeur à la clôture des périodes comptables ultérieures. De plus, sous le régime d'IFRS 9, les entités doivent faire le choix irrévocable de présenter les variations ultérieures de la juste valeur d'un placement en titres de capitaux propres (non détenu à des fins de transaction) dans les autres éléments du résultat global – seuls les produits de dividendes étant généralement comptabilisés en résultat net.
- En ce qui concerne l'évaluation des passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, IFRS 9 prescrit que la variation de la juste valeur d'un passif financier qui est attribuable à des variations du risque de crédit de ce passif soit présentée dans les autres éléments du résultat global, à moins que la comptabilisation de l'incidence des variations du risque de crédit lié au passif dans les autres éléments du résultat global créerait ou accentuerait une discordance comptable à l'état du résultat net. Les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit d'un passif financier ne sont pas reclassées ultérieurement en résultat net. Selon IAS 39, le montant complet de la variation de la juste valeur du passif financier désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net doit être présenté en résultat net.

La Société est toujours en train d'évaluer l'incidence que cette norme pourrait avoir sur ses états financiers consolidés.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Le « BAIIA ajusté » correspond à la différence entre, d'une part, le total des produits et, d'autre part, le total des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu des éléments de rémunération hors trésorerie et des frais des gestionnaires externes.

Le « résultat net ajusté » correspond à la somme du résultat net, des éléments hors trésorerie (à savoir la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles et à l'amortissement des immobilisations incorporelles ajustées pour tenir compte de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés, après impôt), des frais d'acquisition et de restructuration (nets d'impôts) et des éléments de rémunération hors trésorerie.

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS pour fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats financiers et opérationnels. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une moindre incidence sur ces résultats et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. Notre direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer notre capacité à assumer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement. Les mesures non conformes aux IFRS, comme leur nom l'indique, ne sont pas des informations prescrites par les IFRS. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) ni de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) ni des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) ni de l'importante charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et de capital sur notre dette, d) ni des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Nous considérons les éléments exclus du calcul des mesures non conformes aux IFRS comme des éléments non récurrents et moins pertinents aux fins de l'évaluation de nos résultats, mais certains de ces éléments pourraient persister et ainsi réduire notre trésorerie disponible. À notre avis, la présentation des mesures non conformes aux IFRS décrites précédemment est ici indiquée. Cependant, comme ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, elles ne doivent pas être considérées isolément ni se substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires. En outre, comme il est possible que d'autres entreprises calculent les mesures non conformes aux IFRS différemment, ces mesures ne peuvent donc pas nécessairement être comparées avec des mesures similaires présentées par d'autres entreprises.

RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS

Les activités de Fiera Capital sont exposées à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent se répercuter sur sa performance opérationnelle et financière. Ces facteurs de risque et la gestion qui en est faite sont présentés plus en détail dans le rapport de gestion pour l'exercice 2013 de la Société, sous la rubrique *Risques liés aux activités*. La Société n'a pas depuis observé de changements importants dans ces facteurs de risque qui pourraient se répercuter sur ses activités ou sur la gestion de ces risques.

Page laissée en blanc intentionnellement.

Page laissée en blanc intentionnellement.



